

Économie > France > Budget 2026 : Bercy chiffre à 40 milliards l'effort pour contenir le déficit à 4,6 %

Budget 2026 : Bercy chiffre à 40 milliards l'effort pour contenir le déficit à 4,6 %

Maintenir l'objectif de déficit de 4,6 % du PIB en 2026 « va demander un effort supplémentaire de 40 milliards d'euros », ce qui est « très considérable », a indiqué ce dimanche le ministre de l'Économie Eric Lombard alors que François Bayrou

latribune.fr

Publié le 13/04/25 à 14:11



« Avec 57% du poids des dépenses publiques dans le PIB, on peut tout à fait à la fois réduire les dépenses et maintenir la qualité des services », a estimé Eric Lombard, ministre de l'Économie.

Reuters

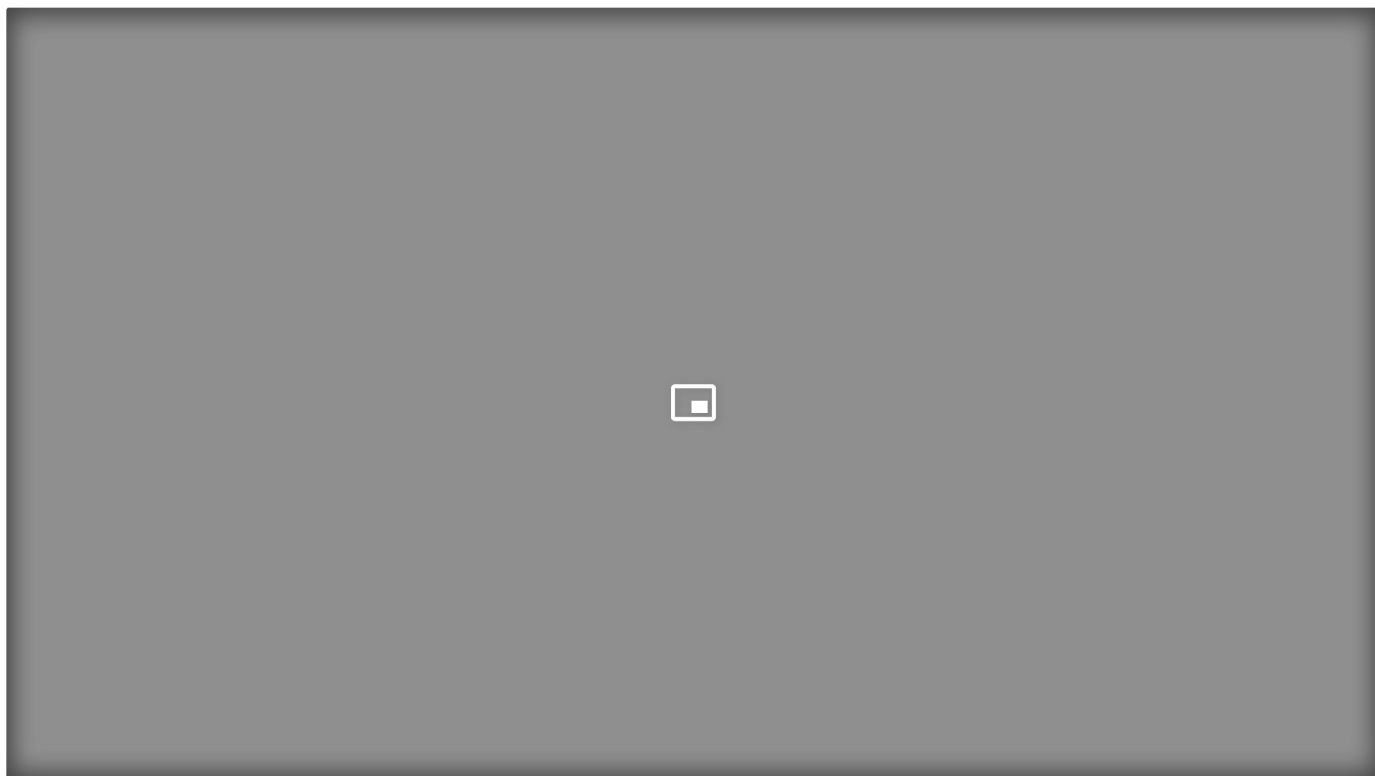




40 milliards d'euros. C'est le coût de l'effort « très considérable » que va devoir faire la France pour maintenir l'objectif de déficit de 4,6 % du PIB en 2026. « Ça va être essentiellement des économies » ou « ça peut être aussi une augmentation des recettes liées à la croissance », a précisé le ministre de l'Economie Eric Lombard sur BFM TV. « Nous sommes en avril, on parle du budget 2026, il est trop tôt pour donner ce détail ».

Mais « avec 57 % du poids des dépenses publiques dans le PIB, on peut tout à fait à la fois réduire les dépenses et maintenir la qualité des services », a estimé le locataire de Bercy, qui a refusé de taxer cette politique « d'austérité ».

Pérenniser a contribution différentielle sur les plus hauts revenus (CDHR)



En outre, pour tenir le déficit budgétaire de 5,4 % du PIB en 2025, il est « possible » que les efforts soient supérieurs à cinq milliards d'euros, a déclaré Eric Lombard. « Ça peut être plus d'économies car il est hors de question d'augmenter les impôts », a promis le ministre. Il a dit « souhaiter » que la contribution différentielle sur les plus hauts revenus (CDHR) soit « pérenne », « un signal de solidarité (...) nécessaire » alors que le gouvernement « demande beaucoup d'effort à toutes et à tous ».

Lire aussi **OPINION**. « Budget 2026 : taxons les superprofits pour financer l'effort de défense ! »

Depuis jeudi, les Français peuvent soumettre leur déclaration de revenus de 2024. Les plus riches (aux revenus supérieurs à 250 000 euros par an pour un célibataire et 500.000 euros pour un couple sans enfant) devront aussi s'acquitter en 2025 de la contribution différentielle sur les plus hauts revenus (CDHR), présentée comme temporaire, qui fixe un taux minimal d'imposition de 20 %.

Le ministre de l'Economie a toutefois réfuté « qu'il s'agirait d'un retour de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) » comme suggéré par un journaliste de BFMTV. « Il est hors de question de toucher à l'outil de travail (...) et à l'investissement dans les entreprises », a détaillé le ministre qui a en outre rappelé que l'ISF portait « non pas sur les revenus mais sur le patrimoine ». En revanche, l'impôt exceptionnel sur les grandes entreprises, qui a rapporté 8 milliards d'euros, « ne sera pas reconduit » a-t-il promis.

Entouré de ses ministres de l'Économie, Éric Lombard, et du Budget, Amélie de Montchalin, François Bayrou réunira mardi pochain un « comité d'alerte » comprenant les représentants des collectivités locales, de l'État, des organismes de santé. Officiellement, il s'agit pour le Premier ministre d'associer tous les Français à une nouvelle méthode de construction du budget pour 2026, plus participative et plus transparente. Officieusement, l'exercice consiste surtout à les préparer à des coupes budgétaires d'ampleur.

Droits de douane : « Il y a un espace de négociations »

Sur la question des droits de douane américains ramenés à 10% pendant 90 jours, « c'est (encore) beaucoup trop », s'est inquiété le ministre de l'Economie, sur BFM TV. Passés de 20 % à 10 % pour l'Union européenne, « on a l'impression qu'on est tirés d'affaire, mais pas du tout », a-t-il averti. Dans une interview samedi à Ouest-France, Eric Lombard a estimé que la volte-face de Donald Trump sur les droits de douane montre qu'il y a un « espace de négociation ».

Il a par ailleurs mis en garde contre le risque d'une explosion des exportations chinoises car « il pourrait y avoir la tentation pour la Chine de se retourner vers le marché européen ». Il se déclare également « favorable » à la signature d'accords commerciaux, comme celui avec le bloc sud-américain du Mercosur, « à condition qu'on le fasse évoluer, car il n'est pas acceptable en l'état. Il y a encore des améliorations à y apporter en matière agricole et environnementale ».

Pour Jean-Luc Mélenchon (LFI), les Français sont traités comme les Grecs en 2010

Le leader de la France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, s'est indigné dimanche de l'effort budgétaire annoncé pour 2026, estimant que le peuple de France est traité comme la Grèce en 2010. « La macronie vous présente sa facture: 40 à 50 milliards (d'euros) à retirer du budget. L'équivalent du budget de l'Éducation nationale, écrit-il dans un message posté sur X. » Le président insoumis de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, Eric Coquerel, a lui aussi fustigé sur X « un contre-sens historique de la part du gouvernement qui va encore affaiblir l'activité économique, la demande et donc la consommation populaire ».

(Avec AFP)

À lire également

Budget : le Sénat s'attaque à la fraude aux aides publiques

Budget 2025 : le Conseil constitutionnel valide, mais bloque dix articles

Budget 2025 : « une menace pour l'attractivité de la France » selon Rexocode

